

Ambassade de Madagascar
en Suisse

Représentation Permanente auprès de l'Office des
Nations Unies et des Institutions Spécialisées à Genève et
à Vienne

N° 286 /RP/GNV/HCDH

NOTE VERBALE

La Mission Permanente de la République de Madagascar auprès de l'Office des Nations Unies et des Institutions Spécialisées à Genève présente ses compliments au Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme et se référant à sa Note en date du 28 janvier 2014 relative au questionnaire sur la participation dans la réalisation des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement, a l'honneur de Lui faire parvenir ci-joint les réponses aux questions émanant du Ministère de l'Eau de Madagascar.

La Mission Permanente de la République de Madagascar auprès de l'Office des Nations Unies et des Institutions Spécialisées à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme les assurances de sa haute considération.



Genève le, 09 AOUT 2014

**BUREAU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME**

Rapporteuse Spéciale sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement

Email : srwatsan@ohchr.org

QUESTIONNAIRES SUR LE DROIT DE L'HOMME A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT

La rapporteur spécial cherche à explorer ce que les droits de l'Homme à l'eau et à l'assainissement nécessitent en termes de participation. Elle s'intéresse à la recherche sur les processus à différents niveaux (local, national et international) ainsi que sur la relation et les différences entre la participation des parties prenantes et la participation des individus et des communautés concernées. Elle mettra en particulier l'accent sur les processus participatifs traitant les moyens de faire en sorte que les individus et les groupes les plus marginalisés et/ou vulnérables puissent exercer leur droit de participer et d'influencer la prise de décision. Dans de nombreux cas, les processus participatifs seront constants et continus, tandis que dans d'autres cas, un processus particulier peut être complété.

La rapporteur spécial sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement vous remercie de répondre aux questions suivantes :

1. Veuillez indiquer et décrire un ou plusieurs processus participatifs dans votre pays qui sont liés aux droits de l'Homme, à l'Eau et/ou à l'Assainissement.

Le vote par l'Assemblée Nationale de la loi 98-029 du 20 Janvier 1999 portant Code de l'Eau stipule que l'accès à l'Eau Potable, à l'Assainissement et à l'Hygiène est un droit fondamental.

Avant la soumission et la validation du Code de l'Eau au niveau de l'Assemblée Nationale, une consultation de toutes les parties prenantes du secteur Eau, Assainissement et Hygiène a eu lieu quant au processus de sa mise en place. Ces parties concernées comprennent entre autres : le Ministère chargé de l'eau de l'époque, les Organisations Non Gouvernementales, les bureaux d'études, la plateforme Diorano WASH, les sociétés civiles et les Entreprises.

2. Quelles sont les autorités et organismes impliquées dans la conception et la facilitation du processus ?

Les entités et organismes impliquées sont constitués par : le Ministère chargé de l'eau, les Organisations Non Gouvernementales, les bureaux d'études, la plateforme Diorano WASH, et les sociétés civiles...

Pour la conception, les cabinets d'études ICA était impliqué pour la partie Internationale et JURECO pour la partie Nationale.

- a) Quels sont les coûts pour la conception et la facilitation du processus ? Qui paie ? Qui assume les coûts ?

La mise en place du processus a été financée par la Banque Mondiale par un montant s'élevant à environ USD 1,10 Millions, et dont la gestion a été confiée au Ministère



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

chargé de l'eau de l'époque, soit le Ministère de l'Energie et des Mines représenté par la Direction de l'Eau.

- b) Qu'est-ce que le processus cherche à assurer – la participation à des propositions législatives, l'élaboration des politiques, la budgétisation, la prestation des services ou d'autres mesures ?

Les parties prenantes respectives à chaque étape comprend pour :

- *la participation à des propositions législatives : la Communauté de base, les collectivités territoriales décentralisées et déconcentrées, les Ministères, les ONGs, les sociétés civiles, les bureaux d'études ...*
- *l'élaboration des politiques : le Gouvernement*
- *la budgétisation : le Ministère chargé de l'eau potable*
- *la prestation des services ou d'autres mesures : les ONGs, les sociétés civiles, les bureaux d'études, les macros et petites entreprises,...*

c) Le processus se déroule à quel niveau national, local ou international ?

Le processus a été fait au niveau local et national de la conception à l'application.

3. Y a-t-il une histoire de mobilisation dans votre pays pour assurer la participation dans la prise de décision ? Comment votre Gouvernement a répondu aux demandes des gens pour plus de participation ?

Afin d'assurer la participation effective à la prise de décision, la consultation a été effectuée à la base et remontant jusqu'aux Autorités compétentes. Aussi, la prise de décision s'était faite à travers de toutes les requêtes prioritaires venant de la Communauté de Base.

4. Y a-t-il une base juridique ou politique pour la participation ? En particulier, la participation à l'égard de l'amélioration de l'accès à l'Eau et à l'Assainissement est-elle prévue par la législation, la politique ou la pratique dans votre pays ?

Effectivement, entre autres :

- *La Constitution*
- *La Loi 98-029 du 20 Janvier 1999 portant Code de l'Eau (Articles 41, 42, 43 et 44) stipulant la mise en place de la Maîtrise d'Ouvrage du service public de l'Eau et de l'Assainissement, entérinée par le Décret d'application 2003-193 du 04 Mars 2003.*
- *La Loi 93-005 du 28 Janvier 1994, portant orientation générale de la politique de décentralisation.*
- *Le Décret n°2008-319 du 28 Février 2008 portant adoption de la Politique et Stratégie Nationale de l'Assainissement.*



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

5. De quelle façon ont été définie la portée géographique des processus participatif et les individus et groupes concernés ? Comment les processus garantissent l'inclusion ? Comment les processus visent à assurer que non seulement les principaux acteurs, mais aussi les personnes concernées peuvent participer ? Certains individus ou groupes sont-ils destinés à représenter les autres ? Comment fonctionne le système de la représentation ? Quel est le rôle des ONG dans ces processus ? Qui représentent-elles ?

La portée géographique du processus s'étend de la Communauté de Base jusqu'au niveau national. L'implication de toutes les parties prenantes est assurée par la constitution d'un focus group, lequel réunissant et représentant toutes formes et/ou types d'activités au niveau de la Communauté de Base.

Quant au système de représentation, il fonctionne comme suit :

- Au niveau communal : le Plan Communal de Développement ou PCD ;
- Au niveau District : le Plan Communal de Développement en Eau et Assainissement ou PCDEA ;
- Au niveau régional : le Budget Programme par Objectif Régional (BPOR) ;
- Au niveau national : le Programme de Travail Annuel du Ministère de l'Eau

Aussi, les ONGs prennent le rôle de prestataires de mobilisation sociale dans ce processus, et elles sont représentées par les organisations de la société civile.

6. Quelles sont les possibilités de participation ? Y a-t-il des consultations officielles, des auditions, des possibilités de présenter des réponses écrites et des forums en ligne ? Quelles mesures sont en place pour permettre aux gens de participer ? Quelles mesures sont prises pour surmonter les obstacles auxquels les gens sont confrontés, en particulier les groupes marginalisés et les individus ? Quels canaux ont été utilisés pour diffuser des informations sur les mesures envisagées et le processus participatifs ?

Effectivement, il y a les consultations au niveau de la Communauté de base (les Fokontany en étant les leaders, et en même temps encadrés par des ONGs) et des bénéficiaires pour l'adoption des techniques appropriées au cours des études.

Sont prises en compte aussi : l'inclusion des Autorités locales dans tout Comité d'Appel d'offres (Etudes, travaux, gestionnaire délégué), la gestion communautaire et la constitution de Comités de Points d'Eau, les auditions et les formulaires d'enquêtes, ainsi que les forums en ligne et les ateliers de validation.

Cependant, certaines mesures sont nécessaires pour le bon fonctionnement du processus et pour surmonter les obstacles :



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana – Fandrosoana

- *Il faut assurer la participation effective et inclusive du focus group ;*
- *Il faut assurer l'inclusion effective de tous les groupes vulnérables et de tout individu dans le focus group.*

Et concernant les éléments et/ou entités considérés comme canaux de diffusion d'informations, on peut citer : la plateforme Diorano WASH, les réunions des Fokonolona, tous les mass médias et tous les événements du secteur EAH.

7. Comment les contributions sont-elles prises en compte ? Quel est l'impact des processus participatifs sur la prise de décision et l'élaboration des mesures et des politiques ? Quel suivi a été mis en place ? Les gens sont-ils informés des résultats des processus ? Sont-ils informés de la façon dont leurs propositions ont été prises en compte ?

L'impact du processus sur la prise de décision se résume à l'appropriation effective des réalisations : le fonctionnement du système, la modalité de gestion et d'entretien.

Comme Système de suivi, le secteur dispose de la Base de données Eau, Assainissement et Hygiène, et organise régulièrement diverses enquêtes, inventaires, évaluation, et revues sectorielles ...

Quant au fonctionnement du processus, le Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement se doit de donner des réponses qu'elles soient positives ou négatives à toutes requêtes reçues émanant de la Communauté, des consultations élargies du PCDEA et du BPOR respectivement au niveau des communes et des régions a toujours été de rigueur.

8. A votre avis, les processus participatifs sont-ils une réussite ? Dans le cas où le processus mentionné ci-dessus a été complété, veuillez indiquer ce qui a contribué à son succès ou à son échec. Le processus a-t-il été évalué ? Quelles leçons faut-il en tirer ?

Oui, les processus participatifs étaient une réussite mais perfectible. Essentiellement, le succès a été dû à la capitalisation des bonnes pratiques, les us et coutumes, et l'échec à cause de l'insuffisance et l'inefficacité des campagnes d'IEC/CCC.

Il y a également une évaluation à travers des enquêtes et des études. Et au final, on a pu obtenir une capitalisation de tous les acquis et une mise à l'échelle des bonnes pratiques, ainsi qu'une promotion en matière d'études, de recherches et de développements.